

ATTENTAT CIBLÉ AU CŒUR D'ATHÈNES

Un diplomate britannique abattu hier en Grèce.

Athènes de notre correspondant
C'est l'indignation et l'inquiétude en Grèce, après l'assassinat hier de l'attaché militaire britannique Stephen Saunders dans un attentat qui démontre à nouveau l'impuissance d'Athènes à éradiquer un terrorisme chronique. Le général de brigade de 53 ans a été tué par deux inconnus en moto qui ont ouvert le feu sur lui alors que sa voiture roulait sur une large avenue du nord de la capitale à l'heure des grands embouteillages matinaux. Les motards sont parvenus à prendre la fuite. Le diplomate britannique est mort une heure plus tard à l'hôpital. L'attentat n'a pas été pour le moment revendiqué, mais la méthode employée par ses auteurs et l'arme — un pistolet de calibre 45 dont quatre douilles ont été retrouvées sur les lieux de l'attaque — incitent le ministre de l'Ordre public à mettre en cause le groupe terroriste «17 Novembre», soupçonné d'une vingtaine d'assassinats en vingt-cinq ans. L'attaché militaire était un habitué des missions sensibles et avait notamment travaillé en Irlande du Nord ou en Irak.

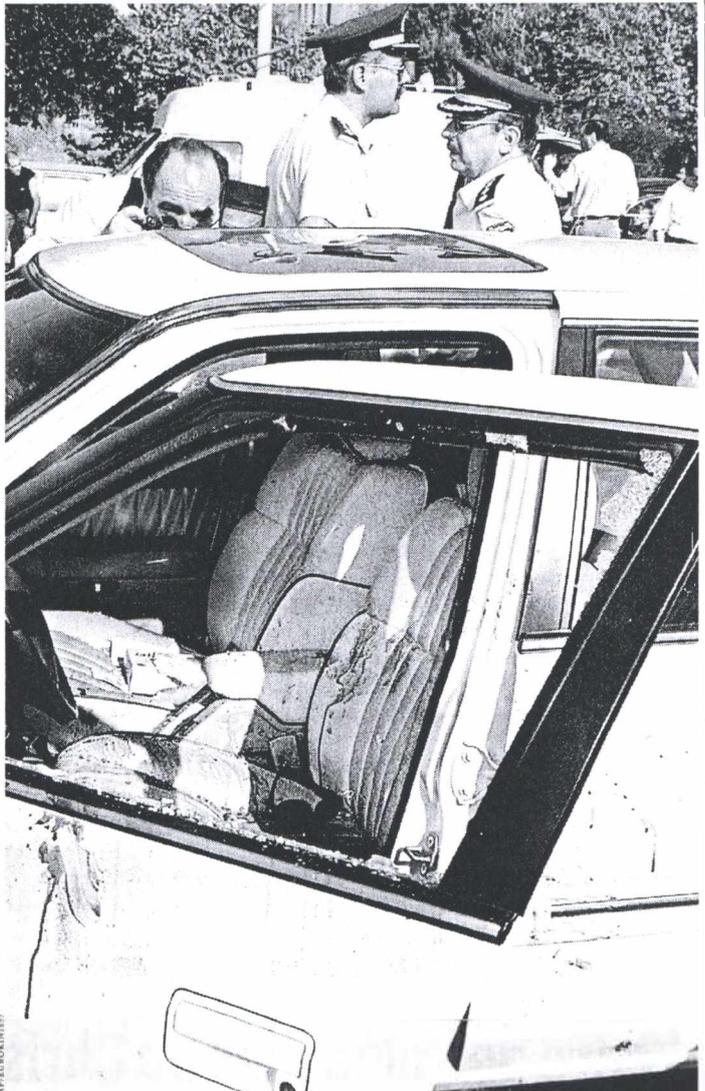
Grogne occidentale. Le Premier ministre socialiste, Costas Simitis, a exprimé son «horreur» devant cet «acte barbare», assurant que le gouvernement «ne permettra à personne de renverser le cours normal des choses ou de ternir l'image de la Grèce moderne, paisible et démocratique». De son côté, le ministre des Affaires étrangères, Georges Papandréou, a affirmé la volonté du gouvernement de poursuivre les efforts «pour combattre sans merci les terroristes». Ce nouvel assassinat survient au moment où la Grèce se prépare pour les Jeux olympiques de 2004. Il risque de faire mon-

ter la grogne des Occidentaux, notamment des États-Unis, qui accusent périodiquement les autorités et la police grecques de laxisme face au terrorisme. Le Congrès américain, dans son dernier rapport, accuse la Grèce de ne pas être en mesure d'organiser les prochains JO.

Provocation. «Si le gouvernement ne prend pas des mesures efficaces de sécurité, les JO n'auront pas lieu à Athènes en 2004. Je suis très inquiet et, je dirais, désespéré», a déclaré l'ex-Premier ministre conservateur Constantin Mitsotakis. Le ministre de la Culture en charge des JO,

Théodore Pangalos, socialiste fort en gueule, assure «relever une grande coïncidence» entre l'assassinat et les pressions exercées par les États-Unis: «Je ne veux pas en dire plus, je n'aime pas les théories du complot.» Les médias grecs évoquent à demi-mot l'hypothèse d'une provocation. A Londres, le Premier ministre Tony Blair s'est élevé contre «un acte de terrorisme aussi méprisable qu'insensé qui sera condamné par toute personne sensée», et a rendu hommage au «professionnel accompli» qu'était le général Saunders.

SOPHIA GIANNARA



La méthode de l'attentat et l'arme employée semblent désigner le groupe terroriste «17 Novembre».

Le «17 Novembre», un terrorisme intouchable Soupçonné du meurtre, ce groupe né en 1975 n'a jamais subi d'arrestation.

Du «17 Novembre», on connaît seulement les jargonneux communiqués révolutionnaires surmontés d'une étoile à cinq branches. En un quart de siècle, jamais aucun des membres de ce groupe n'a été arrêté ni même identifié. Ses dirigeants restent totalement inconnus. La RAF allemande, les Brigades rouges italiennes et les autres «partis armés» de l'extrême gauche européenne des années 70 ont tous été démantelés. Personne en revanche n'a réussi à infiltrer cette organisation terroriste qui demeure aujourd'hui au moins aussi mystérieuse qu'en 1975, quand elle revendiqua sa première action d'éclat, l'assassinat de Richard Welch, chef d'antenne de la CIA dans la capitale grecque. Un tel fiasco alimente depuis des années les spéculations des Occidentaux sur la réelle volonté des autorités grecques de combattre le terrorisme. Le département d'Etat américain n'hésitait pas il y a quelques jours à dénoncer leur «laxisme», et le dernier rapport du Congrès sur le terrorisme appelait le gouvernement à classer la Grèce, comme le Pakistan, parmi les pays ne coopérant pas pleinement, ce qui aurait pour conséquence de la priver de l'armement made in USA.

Soupçons de connivence. «Je crois qu'il y a des personnes du gouvernement grec qui connaissent certains membres du 17 Novembre», accuse l'ancien chef de la CIA à Athènes James Woolsey dans un entretien pu-

blié hier par l'hebdomadaire *Pontiki* («la Souris»), le *Canard enchaîné* grec. De telles mises en cause ne sont pas nouvelles, martelées depuis des années par l'opposition de droite qui n'hésitait à mettre en cause des franges de la génération historique du Pasok (le mouvement socialiste panhellénique), voire l'entourage de son défunt leader charismatique Andréas Papandréou. Jamais prouvées et difficilement prouvables, ces possibles connivences remontent aux années de clandestinité et de lutte en commun contre la dictature des colonels. Le nom du groupe a été choisi pour commémorer la révolte des étudiants de l'école polytechnique écrasée dans le sang (au moins 34 morts) en 1973. Ses premières actions publiques ne commenceront pourtant qu'après le rétablissement de la démocratie.

Ces militants, eux, veulent la révolution et refusent de déposer les armes. Leurs premières cibles, après le représentant de la CIA, seront des anciens tortionnaires de la dictature que la justice n'a pas punis. Beaucoup à gauche comprennent leurs motivations, à défaut d'approuver les méthodes. L'organisation entre en sommeil à partir de 1980, ne sachant apparemment pas comment se positionner face à la

montée de la gauche qui se concrétisera un an plus tard par la victoire électorale du Pasok. Le groupe repasse à l'action en novembre 1983 avec l'assassinat du capitaine américain George Tsantis. Depuis cette date, un propriétaire de journal, un armateur, un juge, un député conservateur, plusieurs hommes d'affaires et des policiers sont tombés sous leurs balles.

Anti-impérialiste. Le 17 Novembre a néanmoins toujours privilégié la «lutte anti-impérialiste», avec à son bilan les assassinats de quatre diplomates et officiers américains et deux diplomates turcs. Bien entraînés, ces terroristes ont pu mener des actions d'envergure en plein jour et en plein cœur d'Athènes sans être inquiétés. Ils tuent à bout portant en moto mais utilisent aussi des voitures piégées, des bombes, des batteries de roquettes téléguidées. Le groupe semblait en perte de vitesse depuis son dernier précédent assassinat en 1997. On estime qu'il compterait actuellement une vingtaine de personnes qui auraient rejoint le petit noyau des fondateurs aujourd'hui vraisemblablement quinquagénaires. Ce sont de simples hypothèses. Le gouvernement américain offre depuis 1984 une récompense de 2 millions de dollars à quiconque pourrât fournir des informations permettant l'arrestation de membres du groupe. Jusqu'ici ils n'ont guère eu de succès que la police grecque.

MARC SEMO